

2021



INTRODUCTION.....	2
L'ASSOCIATION.....	4
2021 EN RESUME	5
RESUME DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE	7
CAPITALISATIONS ET PARTAGES D'EXPERIENCES.....	8
LES PROJETS	10
LES PROJETS - MALI.....	11
LES PROJETS - TOGO	16
LES PROJETS - NIGER.....	19
LES PROJETS – TCHAD	20
LES PROJETS – BURUNDI.....	21
PARTENARIATS.....	22
BUDGET 2021.....	23
STRATEGIE 2021 - 2025.....	24



En 2019, 2,2 milliards de personnes soit 29% de la population mondiale, n'avaient pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable gérés en toute sécurité, parmi lesquelles 785 millions de personnes manquaient encore d'un service élémentaire d'eau potable. 4,2 milliards de personnes soit 55% de la population moyenne, ne disposaient pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité, parmi lesquelles 2 milliards de personnes ne disposaient toujours pas d'installations sanitaires élémentaires. Le financement du secteur reste trop faible pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) en 2030, et les progrès réalisés restent très fragiles dans de nombreuses régions, notamment dans les villages et les petits centres urbains d'Afrique subsaharienne où les enjeux d'investissements initiaux, de gestion et de développement durables des services restent majeurs.

SEVES a connu un développement sensible de son volume d'activité au cours des dernières années, correspondant autant à une augmentation du nombre de projets qu'aux approches et aux dispositifs mis en place dans le cadre de ces projets. Il s'agit de conjuguer l'atteinte des ODD en 2030 et la nécessité de répondre aux attentes des populations et aux défis des autorités locales responsables des services d'eau et d'assainissement, et donc d'avoir des résultats rapides et tangibles ; tout en mettant en place les conditions d'une gestion durable et d'un développement local de ces services. Le renforcement des capacités des acteurs, des dispositifs de politiques publiques et institutionnels, mettre les acteurs locaux au cœur de la conduite des projets, de l'identification des problèmes à la mise en œuvre des solutions, en passant par la planification, le pilotage des travaux, le choix et le suivi des systèmes de gestion, le financement local des services et de leur régulation sont autant d'actions qui s'inscrivent dans le temps long. L'atteinte des ODD dans leur globalité invite également à intégrer des défis transversaux que traversent les territoires partenaires, tels que les enjeux de genre et d'inégalités femmes-hommes, le changement climatique, la protection de l'environnement et des ressources naturelles, la promotion, la participation et le développement d'opportunités pour la jeunesse, et ce dans des contextes sécuritaires de plus en plus dégradés, en particulier au Sahel.

Concernant l'**eau potable**, cette conjugaison passe par la mobilisation de la ressource en eau, la création et l'optimisation des systèmes d'alimentation en eau potable (SAEP) en promouvant les énergies renouvelables pour le pompage notamment, et donc des investissements conséquents afin d'universaliser l'accès aux services. En parallèle, les conditions de durabilité de ces services sont multiples : à très court terme par la mise en place de modèles économiques et tarifaires viables, équilibrés et compatibles avec les capacités locales de paiement, en prenant en compte toutes les couches des populations et en ne laissant personne de côté, et la professionnalisation rapide de l'exploitation des services. A court et moyen terme, il convient d'accompagner la mise en place de systèmes de régulation et d'institutions forts, avec un suivi et un contrôle des délégations de services, des dispositifs de suivi technique et financier, une participation citoyenne et une redevabilité de la part des autorités et des exploitants renforcées, et un financement local de cette régulation. Cela se construit par le renforcement des collectivités territoriales et des services déconcentrés de l'Etat, des organisations d'usagers et de la société civile, des opérateurs d'appui-conseil, de nouveaux modes de financements durables et indépendants des projets et des opérations d'aide extérieures. Le secteur de l'eau pourra difficilement faire l'économie d'une démarche de moyen et long terme pour assurer une véritable durabilité des services : assurer une amélioration continue des performances, une actualisation de l'inventaire, la planification et le financement de la gestion patrimoniale, car il faudra faire face au défi de l'obsolescence des infrastructures des milliers de SAEP créés au cours des 30 dernières années, et de leur renforcement pour répondre à l'augmentation de la population et la diversification des usages. Dans un contexte de changement climatique, de croissance démographique et de développement économique, la pression sur une ressource en eau parfois déjà rare et complexe d'accès, et les risques de pollution de cette ressource sont croissants. L'amélioration des connaissances, du suivi, de la protection et la promotion d'une répartition équitable de cette ressource constitueront un enjeu majeur pour l'accès à l'eau potable de demain, pour la prévention des conflits d'usage. Le déploiement de dispositifs de gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE) constitue

à ce titre un jalon nécessaire pour un accès durable au service public de l'eau.

Concernant l'**assainissement liquide**, moins bien financé et souvent jugé moins prioritaire par les pouvoirs publics, les défis à relever sont encore plus importants. La défécation à l'air libre (DAL) reste majoritaire dans de nombreuses régions, et les nombreuses solutions déployées dans d'autres ne permettent pas de garantir un accès durable à des toilettes, et de faire barrière aux transmissions féco-orales des agents pathogènes. Dans les lieux publics, tels que les établissements scolaires et de santé, les marchés et les gares, la mise à disposition de toilettes et de points d'eau potable constitue un défi majeur pour les autorités publiques : fournir les équipements et les services, assurer leur entretien et une gestion durable. Concernant les ménages, il convient à la fois de promouvoir des changements de comportements, comprenant des pratiques d'hygiène adaptées, l'acquisition et l'utilisation de toilettes répondant à des normes, tout en appuyant les autorités publiques et les opérateurs privés à développer une offre de produits et de services de qualité et à moindre coût. L'équation est complexe dans des contextes de grande pauvreté au regard des coûts des matières premières et des solutions respectant les normes. SEVES et ses partenaires s'attachent toutefois de relever le défi à travers des approches de marketing de l'assainissement, consistant à cocréer les solutions avec les populations et les opérateurs, à identifier les modèles économiques les plus équilibrés, et des modes de financement adaptés aux capacités des ménages, avec la conviction que des marchés locaux de l'assainissement seront à même de répondre aux besoins dans la durée. Le développement des toilettes et des solutions hors-réseaux amène nécessairement à s'intéresser, en priorité dans les centres urbains et semi-urbains, à la filière d'assainissement non collectif dans son ensemble : organiser la vidange des fosses et l'évacuation des boues, traiter ces boues de manière sécurisée, voire revaloriser les boues hygiénisées en agriculture, avec la promotion de solutions simples, adaptées localement d'un point de vue technique et financier. Aussi SEVES accompagne plusieurs

communes dans la planification et la mise en place de cette filière de l'amont à l'aval.

La **gestion des déchets solides** est une demande croissante de la part des populations et une préoccupation majeure des élus locaux dans la plupart des petits centres urbains partenaires. Elle comprend des enjeux de cadre de vie, de protection de l'environnement, et des opportunités économiques à travers la revalorisation des déchets dont une très grande partie peut constituer des ressources. Mettre en place des dispositifs de collecte, de transport, de tri et de revalorisation, et de traitement des déchets constitue donc un jalon fondamental qui doit répondre aux impératifs de qualité et de viabilité des services tout en conservant un coût accessible pour les ménages. Le financement du secteur reste très limité pour les petites villes, ce qui invite à identifier des solutions sur mesure, progressives et adaptées aux capacités des acteurs locaux.

A travers des projets de terrain, la conduite de missions d'expertise et d'assistance technique, la participation à des réflexions sectorielles nationales et internationales, la capitalisation et le partage des connaissances, SEVES s'est engagée sur ces différents sujets au cours des dernières années et entend renforcer son action pour les années à venir. Convaincue que des changements durables ne pourront être portés qu'avec des opérateurs locaux d'accompagnement et d'appui forts, **SEVES améliore en continu sa stratégie de partenariat, de renforcement et d'autonomisation des opérateurs locaux de projets**, ONG et bureaux d'études.

En parallèle, **SEVES continue son renforcement interne et le développement de partenariats techniques** afin d'améliorer l'expertise et la qualité des interventions, la participation à des réseaux d'acteurs de partage d'expertises et de plaidoyer. L'atteinte des objectifs passe aussi par un **élargissement des partenariats financiers** avec les agences de coopération, la mobilisation et l'appui à la coopération décentralisée des collectivités territoriales et des agences de l'eau, la mobilisation de fondations.

Romain DESVALOIS, Délégué général

LA STRUCTURE

L'association Systèmes Economiquement Viables pour l'Eau aux Suds (SEVES), créée en 2007 et dont le siège est à Paris, a pour objectifs, en conformité avec l'ODD6 des Nations Unies, de **favoriser un accès durable à l'eau et l'assainissement en Afrique subsaharienne** en appuyant des initiatives locales et économiquement viables ; et de **sensibiliser les populations et les acteurs politiques et économiques du Nord et du Sud** sur les moyens permettant l'organisation de services publics de l'eau et de l'assainissement pérennes et de qualité.

LES INTERVENTIONS SUR LE SECTEUR EAU & ASSAINISSEMENT

En conformité avec la stratégie nationale de chaque pays et dans le cadre de partenariats multi acteurs, SEVES combine une approche de développement de l'accès aux services locaux d'eau et d'assainissement (infrastructures, modes de gestion) et des expérimentations, des innovations, des actions de structuration et de renforcement des acteurs visant à un développement local et endogène des services après les projets, et de capitalisation d'expériences.

Les secteurs d'intervention

L'**eau potable** à travers la création, l'optimisation et l'organisation de services pérennes et accessibles, au plus proche des usagers, en particulier des femmes, principales responsables de la corvée d'eau des territoires d'intervention. L'**assainissement liquide** à travers des opérations prioritaires d'accès à des latrines dans les écoles et centres de santé, de promotion de l'assainissement à domicile et de l'hygiène. Les projets promeuvent également l'organisation de la filière d'assainissement (accès, évacuation, traitement) pour les petits centres urbains. La **gestion des déchets solides** à travers une approche de filière depuis la pré-collecte jusqu'à la revalorisation et/ou le traitement des déchets. Les infrastructures et les équipements mis en place sont systématiquement dimensionnés sur des techniques maîtrisées localement, dont les coûts et les modalités d'exploitation sont abordables pour les usagers et les gestionnaires locaux.

La structuration des services et des acteurs

La **séparation des rôles** de régulation, de maîtrise d'ouvrage, de représentation des usagers, et d'exploitation favorise une clarification des responsabilités de chaque acteur et leur responsabilisation dans la gestion des services. Ce principe demande une concertation avec les autorités nationales centrales et déconcentrées, les collectivités territoriales, les représentants des usagers et les exploitants, et permet la répartition des missions, des obligations techniques, sociales et financières et la contractualisation des relations entre acteurs.

Le renforcement des capacités et la professionnalisation des acteurs

La professionnalisation de chacun des acteurs dans son rôle, dans des contextes de secteurs professionnels émergents, s'impose pour garantir la pérennité des services et espérer leur développement au niveau local. **SEVES accompagne le renforcement** : de la **(1) maîtrise d'ouvrage locale** à travers la mise en place et/ou le renforcement d'intercommunalités, la mise en place de services techniques, d'outils de planification et de suivi des services, de cadres de suivi de la gestion déléguée ; des **(2) exploitants** dans leur gestion technique, commerciale et financière ; des **(3) opérateurs de suivi technique et financier** dans leur rôle d'audit et d'appui conseil ; des **(4) organisations de représentation des usagers** dans leur rôle de contrôle local, de suivi et de plaidoyer. SEVES diffuse enfin auprès des autorités nationales, des capitalisations d'expériences favorisant les possibilités de passage à l'échelle.

La promotion de comportements adaptés

Les impacts sanitaires et le bon fonctionnement des services reposent sur l'adoption de comportements adaptés en matière d'hygiène par les populations. La sensibilisation et l'information des populations constituent donc une étape nécessaire des projets concernant l'explication du prix du service et la nécessité de son paiement, la pratique du lavage des mains, l'utilisation de sanitaires. L'approche de sensibilisation passe systématiquement par une offre de services adaptés.

Cette page d'infographie résume, en chiffres clés, les projets, les thématiques, les partenariats et les moyens mobilisés par l'association au cours de l'année 2021. Malgré les effets de la pandémie de COVID19, l'insécurité grandissante au Sahel et les événements politiques qui ont impacté les projets de SEVES, les multiples partenariats avec les acteurs locaux ont permis de continuer tous les projets de terrain engagés, et d'en élaborer de nouveaux.



12 projets de terrain

4 thématiques d'intervention



Les projets ont concerné les services d'eau potable, d'assainissement liquide, de gestion des déchets solides et de sensibilisation à l'hygiène.

9 collaborateurs

dont 6 au siège, avec 11 missions sur le terrain

3 permanents sur le terrain



8 bénévoles



5 pays d'intervention en Afrique subsaharienne

Les projets de terrain se sont déroulés au Burundi, au Mali, au Niger, au Tchad et au Togo.

5 partenaires locaux opérateurs

3 ONG partenaires françaises

3 réseaux d'acteurs dont SEVES est membre (Coalition Eau ; PFE ; pSEau)



166 910 personnes concernées par les services accompagnés

16 182 usagers avec un nouvel accès à l'eau potable

34 100 usagers avec un service d'eau potable renforcé

14 collectivités territoriales accompagnées

8 exploitants publics, privés, et associatifs de services publics d'eau potable renforcés



BUDGET : 1 265 k€

Cofinancements générés en investissements locaux : 84 k€ (sociétés d'eau, exploitants, collectivités territoriales, ménages)

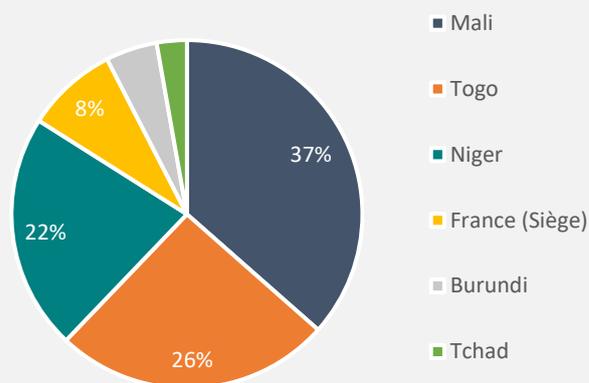
21 organisations locales de la société civile directement renforcées dont 13 organisations des usagers du service public de l'eau, 3 comités de gestion des équipements scolaires et sanitaires, 5 associations de la diaspora.



La carte ci-dessous synthétise les thématiques d'intervention et le nombre de projets par pays en 2021. Le graphique ci-contre présente la répartition du volume d'activités en lien avec les projets dans les pays.

La carte ci-dessous synthétise les thématiques d'intervention et le nombre de projets par pays en 2021. Le graphique ci-contre présente la répartition du volume d'activités en lien avec les projets dans les pays.

REPARTITION ANALYTIQUE DES CHARGES PAR PAYS



RESUME DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

ETUDES ET PLANIFICATIONS -----

- **6 études socio-économiques** dont 3 au Burundi et 3 au Niger
- **1 étude de la filière des déchets solides** au Togo
- **11 études techniques** (APD) en vue de la création ou l'optimisation de systèmes d'alimentation en eau potable (AEP) (2 au Mali, 3 au Togo, 3 au Niger et 3 au Burundi)
- **3 études géophysiques** dont 2 au Mali et 1 au Togo en préparation de la réalisation de forages
- **8 études économiques et tarifaires** en vue de la délégation du service public de l'eau (3 au Niger, 1 au Mali, 1 au Togo et 3 au Burundi)
- **2 études d'inventaire et de gestion patrimoniale** démarrées (Mali, Niger)

INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS -----

- **3 forages réalisés (Mali)**
- **2 systèmes d'alimentation en eau potable (AEP) créés** dont 1 au Mali : 1 château d'eau métallique, 1 dispositif de pompage solaire, 4 km de réseau, 5 bornes fontaines ; et dont 1 au Niger : 1 château d'eau métallique, 1 dispositif de pompage solaire, 5 km de réseau, 7 bornes fontaines et 3 branchements sociaux créés
- **7 systèmes d'alimentation en eau potable (AEP) optimisés** dont (au Burundi) **1** service redémarré à l'aide d'un dispositif de pompage solaire, et **2** systèmes optimisés avec 8 km de réseau remplacés ou étendus, 5 châteaux d'eau réhabilités, 29 bornes fontaines réhabilitées ou créées et 4 branchements sociaux réhabilités ; dont (au Togo) **2** services optimisés avec 16 km de réseau posés et 444 branchements privés créés ; dont (au Tchad) **1** service optimisé avec un dispositif de pompage solaire ; et dont (au Mali) **1** service optimisé avec 0,8 km de réseau et 30 branchements privés et 2 branchements sociaux
- **1 établissement scolaire équipé de blocs sanitaires au Togo**

RENFORCEMENT DES CAPACITES -----

Appui à la maîtrise d'ouvrage

- **17** maîtres d'ouvrages appuyés à la **planification concertée et à l'organisation de la gestion des services** (12 au Mali, 4 au Niger et 1 au Burundi)
- **7** maîtres d'ouvrages appuyés à la **passation de marchés de travaux** (4 au Mali, 3 au Togo)
- Appui à la **délégation de la gestion** de 4 services d'eau potable (Mali, Togo, Niger et Burundi)
- Appui à deux **intercommunalités** pour la planification, le pilotage et le suivi des services d'eau potable et/ou d'assainissement au Mali et au Niger

Appui aux organisations de la société civile

- **13 organisations d'usagers** de l'eau créées et formées ou renforcées à leur rôle (5 au Mali, 4 au Niger, 3 au Burundi, 1 au Tchad)
- **3** comités de gestion des **équipements scolaires et sanitaires** au Burundi appuyés à la gestion, l'entretien, l'approvisionnement en produits d'hygiène des services d'eau potable et d'assainissement dans les écoles et les centres de santé
- **5 associations de la diaspora malienne** en France appuyées dans le montage, le financement et l'opérationnalisation de projets pour leur village d'origine

Appui aux opérateurs

- **11 exploitants appuyés** (1 au Burundi, 2 au Togo, 1 au Tchad, 5 au Mali et 2 au Niger) pour la prise en main d'un nouveau service public de l'eau ou **l'amélioration des performances des services**
- **3 opérateurs de suivi technique et financier appuyés** dans le développement des services suivis
- **7 partenaires locaux, ONG et bureaux d'études** appuyés et renforcés dans la mise en œuvre de leurs missions d'études et d'appui conseil aux acteurs locaux

**CAPITALISATIONS ET
PARTAGES D'EXPERIENCES**

A travers des publications et des contributions à des publications d'articles, des films, des interventions lors d'ateliers, de groupes de travail et de séminaires, SEVES contribue à la capitalisation et au partage d'expériences avec les acteurs du secteur, dans une logique d'amélioration continue et d'apprentissage collectif.


PUBLICATIONS ET FILM

Article dans la revue du pSE-Eau N°92	<p>Au Niger, Région de Maradi. Pilotage concerté à l'échelle du canton de Kanembakaché. Février 2021, Revue du pS-Eau N°92</p> <p>SEVES a publié un article de retour d'expérience sur le PACK (Programme d'Action Cantonal eau et assainissement de Kanembakaché, Niger) dans la revue du pS-Eau N° 92. Il traite notamment de la mise en place d'une démarche d'intercommunalité et de mutualisation pour un service technique pérenne dédié à l'eau.</p>
Contribution à une note d'expertise	<p>Note d'expertise Coalition Eau - L'approche basée sur les droits humains dans le secteur de l'eau et de l'assainissement Mars 2021, Coalition Eau, Secours Islamique France</p> <p>SEVES a contribué, à travers l'exemple de la régulation de la gestion des bornes fontaines au Togo, à la dernière note d'expertise de la Coalition Eau qui présente le concept et la plus-value de l'approche basée sur les droits humains (ABDH) mais aussi l'opérationnalisation de l'ABDH dans les programmes Eau, Assainissement et Hygiène de solidarité internationale au travers de bonnes pratiques et d'outils méthodologiques. Des recommandations sont présentées à destination des acteurs et actrices du développement (Etats, agences onusiennes, bailleurs de fonds et ONG) pour mieux intégrer l'ABDH à leurs stratégies et à leurs projets opérationnels.</p>
Contribution à un article de recherche	<p>Impact des mini réseaux d'Adduction d'Eau Potable sur les conditions de vie des ménages ruraux au Niger Amandine Laré, Noukignon Koné, Kwamivi Mawuli Gomado Dans Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2021/4 (Octobre), pages 593 à 626</p> <p>A partir d'une étude socio-économique menée avec SEVES et le cabinet THEC dans le cadre du projet PACK II en 2017 au Niger, qui visait à estimer la demande solvable pour le service public de l'eau dans huit villages notamment, Amandine LARE et deux autres chercheurs ont pu étudier les impacts des mini-réseaux d'Adduction d'Eau Potable au Niger à travers la méthode d'appariement entre les ménages de villages disposant d'un service d'eau potable et les villages n'en disposant pas. D'une étude initialement prospective développée en étude d'impact, cet article démontre l'intérêt de continuer à développer des ponts entre les ONG et le monde de la recherche.</p>
Film	<p>Retour en vidéo sur le projet PACK I dans le Canton de Kanembakaché au Niger</p> <p>Le film présente les changements opérés dans le cadre du Programme d'Action Cantonal eau et assainissement de Kanembakaché (PACK 1, 2017-2020) dont l'objectif spécifique était de favoriser l'accès universel et équitable à un service de base d'eau potable et l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement dans les 4 communes du Canton de Kanembakaché, région de Maradi, au Niger. Projet appuyé par AICK, SEVES, THEC, MHA, SEDIF, AESN, Ville de Paris, SIGEIF. Vidéo réalisée par Labelkorie. LIEN VERS LA VIDEO - YOUTUBE</p>

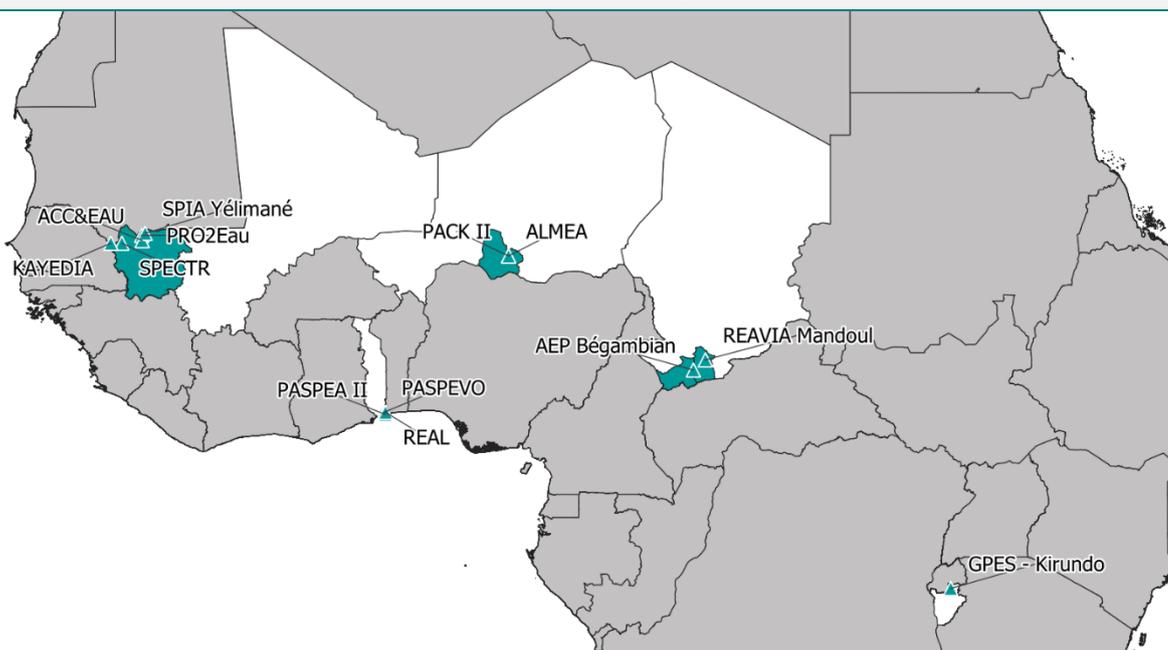
CAPITALISATIONS ET PARTAGES D'EXPERIENCES



ATELIERS – GROUPES DE TRAVAIL

Titre	Type	Objet	Intervention	Partenaires
Concertation avec la diaspora du cercle de Yélimané	Atelier	Participation de la diaspora dans le cadre de la coopération Montreuil-Yélimané sur l'eau, l'assainissement et les déchets	Participation à l'animation Présentation du diagnostic et de la planification eau et assainissement	Ville de Montreuil, SICM
Colloque du SEDIF sur le dispositif d'appui aux projets de solidarité internationale dans le domaine de l'eau	Atelier : Colloque	Bilan du dispositif d'appui aux projets de solidarité internationale dans le domaine de l'eau depuis 30 ans	Les facteurs de viabilité des services d'eau en région de Kayes au Mali	SEDIF
Revue sectorielle nationale eau et assainissement au Niger	Atelier : Revue sectorielle nationale	La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) : facteur de développement local et de prévention des conflits. Recommandations pour continuer à œuvrer pour l'atteinte des ODD liés à l'eau, l'assainissement et la GIRE	Rapporteur auprès du Ministère de l'Hydraulique et l'Assainissement	Ministère de l'Hydraulique et l'Assainissement du Niger
Séminaire international d'échanges sur la gestion de l'eau potable dans les petits centres	Atelier : Séminaire	Gestion du service public de l'eau dans les petits centres	Partage de l'expérience du Niger	Experts Solidaires, CONGAT-ICB/PADIE, ARWP, MHEV, SEDIF
Les points de vigilance à prendre en compte dans la construction et/ou l'extension de réseaux d'eau potable	Atelier d'échanges	La conception et exploitation des réseaux d'eau potable	Partage expériences SEVES	Grand Lyon, pSEau
Une gouvernance de l'eau innovante à l'international, ça existe ?	Atelier d'échange	Animation d'un atelier dans le cadre d'une journée annuelle des acteurs de la solidarité internationale du bassin ligérien (Carrefours Ligériens de l'Engagement et de la Solidarité)	Partage d'expérience SEVES	Pays de la Loire Coopération Internationale
L'alimentation en eau potable des bourgs semi-urbains d'Afrique : suivi des projets et gestion du service	Atelier d'échanges techniques	Participation à un atelier de 3 jours avec les ONG financées par le SEDIF sur l'alimentation en eau des petits centres	Partage d'expérience SEVES	SEDIF
REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGES - Edition 2021 -	Atelier d'échanges	Le comptage de l'eau	Les enjeux du comptage dans les systèmes d'eau potable : partage d'expérience	pSEau, AERM, GESCOD
Le service public de l'eau dans les petits centres	Groupe de travail	Stratégie, méthode d'intervention pour un développement durable de l'accès à l'eau dans les petits centres	Participation	pSEau
La coopération décentralisée pour l'assainissement liquide dans les petits centres au Mali	Groupe de travail	Assainissement liquide Coopération décentralisée	Participation	pSEau, SIAAP, Ville de Montreuil

Sigle	Nom du projet	Pays	Territoire concerné
PRO2EAU	Projet de création de 2 services publics de l'eau	Mali	Villages de Fongou et Dar Salam, Commune de Gory ; village de Sabouciré, Commune de Kirané Kaniaga, Cercle de Yélimané, Région de Kayes
SPECTR	Projet de création du service public de l'eau dans le centre de Troula	Mali	Village de Troula, commune de Guidimakan Kéri Kaffo, Cercle de Kayes, Région de Kayes
ACC&EAU	Projet d'adaptation au changement climatique et d'accès à l'eau	Mali	Villages de Kanguessanou, Gawa, Gninangouha, commune de Guidimé, Cercle de Yélimané, Région de Kayes
KAYEDIA	Projet kayésien eau et assainissement d'appui à la diaspora et aux acteurs locaux	Mali	Village de Gouthioubé, commune de Tafaçirga et de Bafarara, commune de Sahel, Cercle de Kayes, Région de Kayes
SPIA YELIMANE	Appui au développement d'un service public inter-collectivités de l'assainissement à Yélimane	Mali	12 communes et 1 conseil de Cercle, Cercle de Yélimané, Région de Kayes
PASPEA II	Projet d'Amélioration du Service Public de l'Eau d'Aného II	Togo	Commune des Lacs 1, Région Maritime
PASPEVO	Projet d'amélioration des services publics essentiels de Vogan	Togo	Commune de Vo 1, Région Maritime
REAL	Projet de Renforcement de l'accès à l'Eau et à l'Assainissement dans la commune des Lacs 4	Togo	Commune des Lacs 4, Région Maritime
PACK II	Programme d'action cantonal eau et assainissement de Kanembakaché II	Niger	4 communes du Canton de Kanembakaché, Département de Mayahi, Région de Maradi
AEP Bégambian	Projet d'alimentation en eau du village de Bégambian	Tchad	Village de Bégambian, Région du Logone Oriental
REAVIA Mandoul	Projet de RENforcement de l'Accès, des acteurs et de la VIAbilité du service public de l'eau	Tchad	Commune de Bessada et villages de Kol, Ndila, Ngonbe, Doyou, Sewe, Région du Mandoul
GPES	Programme de gestion et de protection de la ressource en eau au Burundi	Burundi	Volet forages : national ; Volet AEP : Commune de Kirundo, Province de Kirundo



MALI - PRO2EAU -----**PROJET DE CREATION DE 2 SERVICES PUBLICS DE L'EAU DANS LES COMMUNES DE GORY ET KIRANE KANIAGA, CERCLE DE YELIMANE****FICHE PROJET**

Localités : Villages de Fongou et Dar Salam, Commune de Gory ; village de Sabouciré, Commune de Kirané Kaniaga, Cercle de Yélimané, Région de Kayes

Bénéficiaires : 4 800 personnes

Durée : 3 ans (2019-2021)

Partenaires : Communes de Gory et Kirané Kaniaga, Direction Régionale de l'Hydraulique de Kayes

Opérateurs : SEVES - AGED 2AEP (Kayes)

Budget – partenaires financiers : 568 k€ - SEDIF, Associations de la diaspora des villages en France, FORIM, Coallia



Photo 1 : Borne fontaine de Sabouciré

RESUME

D'une durée de 3 ans et demi (2019-2022), le projet a pour objectif la réalisation de 3 adductions en eau potable (AEP) dans les villages de Fongou et Dar Salam (commune de Gory) et Sabouciré (commune de Kirané Kaniaga), pour 4 800 personnes. Il comprend la réalisation d'infrastructures dont 3 forages équipés de systèmes de pompage solaire, 3 châteaux d'eau métalliques, la pose de 7 km de canalisations, 11 bornes fontaines, 9 branchements administratifs et sociaux et 30 branchements privés dans le village de Sabouciré. Des mesures d'accompagnement sont mises en place pour appuyer les communes pour l'amélioration du suivi des AEP de leur territoire et pour l'organisation du service public de l'eau avec la création de 2 AUE dont une multi-villages, le recrutement d'équipes d'exploitation, la formation des acteurs et la contractualisation des relations.

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Les travaux ont permis la réalisation d'un forage de secours à Dar Salam et se sont soldés par 3 échecs à Fongou. A Sabouciré, 0,8 km d'extensions du réseau de distribution ont été posés pour rapprocher le réseau des concessions, permettant l'installation de 30 branchements privés financés par la diaspora et de 2 abreuvoirs. Un suivi rapproché du fonctionnement des 2 services a été effectué par AGED-2AEP, ainsi que des formations continues auprès des AUE et du personnel d'exploitation. Le directeur d'exploitation de Sabouciré a été formé à l'utilisation du logiciel GINFO pour la facturation et le suivi des indicateurs de performance du service.

Le projet sera clôturé au 1^{er} semestre 2022.

MALI – SPECTR -----

PROJET DE CREATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU DANS LE CENTRE DE TROULA, COMMUNE DE GUIDIMAKAN KERI KAFFO, CERCLE DE KAYES

FICHE PROJET

Localité : Village de Troula, commune de Guidimakan Kéri Kaffo, Cercle de Kayes, Région de Kayes

Bénéficiaires : 6 500 personnes

Durée : 2 ans et demi (2020-2022)

Partenaires : Commune de Guidimakan Kéri Kaffo, Direction Régionale de l'Hydraulique de Kayes

Opérateurs : SEVES - AGED 2AEP (Kayes)

Budget – partenaires financiers : 411 k€ - SEDIF, Aix Marseille Provence Métropole, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Association des Jeunes de Troula en France

RESUME

D'une durée de 2 ans et demi (2020-2022), le projet a pour objectif la réalisation d'une adduction en eau potable dans le centre de Troula, pour 6 400 personnes. Il comprend la réalisation d'infrastructures dont un forage, un château d'eau métallique de 80 m³, la pose de 6,9 km de canalisations, 5 bornes fontaines, 3 branchements administratifs et sociaux et au moins 70 branchements privés. Des mesures d'accompagnement sont mises en place pour assurer une concertation avec le village, la commune et les services d'eau voisins au démarrage du projet, créer et former une association d'usagers de l'eau (AUE) et une équipe d'exploitation, contractualiser les relations entre les acteurs. Un diagnostic sur l'assainissement a été réalisé.

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Les travaux menés ont permis la réalisation d'un château d'eau métallique de 80 m³, l'équipement du forage, la pose du réseau et des bornes fontaines. Les mesures d'accompagnement ont permis la création de l'AUE et la formation de ses membres, le recrutement d'un service d'exploitation composé d'un directeur d'exploitation, d'un plombier-releveur et d'un gardien ainsi que le recrutement et la formation des 5 fontainier.e.s. La commune a délégué l'exploitation du service à l'AUE au moment du démarrage du service, en juillet. Il permet de desservir les 6 500 habitants au niveau des bornes fontaines, en attendant le développement des branchements privés prévu en phase 2 du projet, en 2022. Le prix de vente de l'eau est de 500 FCFA (0,76 €)/m³. La consommation spécifique a atteint 6 litres/jour/personne après 5 mois de fonctionnement. La 2^{ème} phase du projet consiste à équiper un 2nd forage, à étendre le réseau pour réaliser des branchements administratifs, 2 abreuvoirs et favoriser le développement des branchements privés. Le projet continue d'être accompagné par le SEDIF et l'association des jeunes de Troula en France.

MALI - ACC&EAU GUIDIME -----

PROJET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ACCES A L'EAU DANS LA COMMUNE DE GUIDIME, CERCLE DE YELIMANE

FICHE PROJET

Localités : Villages de Kanguessanou, Gawa, Gninangouha, commune de Guidimé, Cercle de Yélimané, Région de Kayes

Bénéficiaires : 3 425 personnes

Durée : 3 ans et demi (2020-2023)

Partenaires : Commune de Guidimé, Direction Régionale de l'Hydraulique de Kayes

Opérateurs : SEVES - AGED 2AEP (Kayes)

Budget – partenaires financiers : 432 k€ - SEDIF, Aix Marseille Provence Métropole, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, Grand Lyon, Association du Secteur Kanguessanou pour le Développement en France, Ville de Montreuil, Coallia.

RESUME

D'une durée de 3 ans et demi (2020-2023), le projet a pour objectif la desserte en eau des villages de Kanguessanou, Gawa et Gninangouha, tous trois situés dans la commune de Guidimé, par la réalisation d'une adduction d'eau multivillages entre Kanguessanou et Gninangouha et d'une mini adduction d'eau dans le village de Gawa, ainsi que l'organisation du service public de l'eau avec la création d'une association d'usagers de l'eau multi-villages (AUE), le recrutement d'une équipe d'exploitation, la formation des acteurs et la contractualisation des relations.



Photo 2 : Réunion de concertation à Kankessanou



Photo 3 : Puits de Gninangouha, qui tarit en saison sèche

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Le projet initial prévoyait la réalisation d'une AEP desservant les 3 villages. Après étude, les acteurs ont décidé de réaliser une mini-AEP séparée à Gawa. Une étude géophysique a été réalisée dans ce village, ainsi que 2 forages productifs. 2 études de niveau avant-projet détaillé ont été réalisées : une pour l'AEP multivillages de Kanguessanou-Gninangouha et une pour la mini-AEP de Gawa. Les appels d'offres pour la réalisation des travaux de la phase 1 ont été passés : un château d'eau métallique de 50 m³ à Kanguessanou ; l'équipement du forage de Kanguessanou et la pose d'un réseau de x ml desservant 4 bornes fontaines et 2 branchements privés. Les travaux sont prévus début 2022.

Les mesures d'accompagnement ont permis la création de l'AUE multivillages et la formation des délégués. Les 2 adductions d'eau seront gérées par un service multivillages.

Le projet se poursuit en 2022 avec la réalisation des travaux de l'AEP de Kanguessanou et l'organisation du service public de l'eau pour un démarrage du service prévu au 2^{ème} trimestre. SEVES mobilise des financements pour la phase 2 du projet prévoyant l'extension de l'AEP de Kanguessanou vers Gninangouha, la réalisation d'une mini-AEP à Gawa et le renforcement du service pour une gestion multivillages.

MALI - KAYEDIA -----**PROJET KAYESIEN EAU ET ASSAINISSEMENT D'APPUI A LA DIASPORA ET AUX ACTEURS LOCAUX, CERCLE DE KAYES****FICHE PROJET**

Localités : Villages de Gouthioubé, commune de Tafaçirga et de Bafarara, commune de Sahel, Cercle de Kayes, Région de Kayes

Bénéficiaires : 14 700 personnes

Durée : 3 ans (2021-2023)

Partenaires : Communes de Tafaçirga et Sahel, Direction Régionale de l'Hydraulique de Kayes

Opérateurs : SEVES - AGED 2AEP (Kayes)

Budget – partenaires financiers : 677 k€ - SEDIF, AESN, associations de la diaspora

RESUME

D'une durée de 3 ans (2021-2023), le projet a pour objectif la réhabilitation de l'adduction d'eau de Gouthioubé desservant 3 200 personnes par l'équipement d'un nouveau forage, la réalisation d'un château d'eau et l'extension du réseau de distribution ; et l'optimisation de l'adduction d'eau de Bafarara, desservant 11 500 personnes par l'augmentation de la capacité de production, le renforcement des capacités de stockage, l'extension et la remise en pression du réseau. Le projet prévoit également l'appui aux acteurs pour améliorer la gestion du service public de l'eau. Sur le volet assainissement, le projet prévoit la réalisation d'un diagnostic sur la situation de l'assainissement public et privé dans les 2 villages, la réalisation de latrines scolaires et l'appui à l'organisation de leur gestion.

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Le projet a démarré début 2021 par l'organisation de réunions de concertation dans les 2 villages. A Bafarara, des études géophysiques et 2 forages positifs à bon débit (12 et 11 m³/h) ont été réalisés. Des études de niveau avant-projet sommaire comprenant un diagnostic du fonctionnement du service existant et des scénarii pour l'équipement des forages et l'optimisation de l'AEP ont été réalisées. A Gouthioubé, une étude de niveau avant-projet détaillé pour la réhabilitation de l'AEP a été menée, les choix techniques ont été validés par le village, la commune et la diaspora. La commune a été accompagnée dans la passation de marchés pour (1) la réalisation d'un château d'eau métallique de 60 m³ et (2) les travaux du réseau et d'équipement du forage. A Bafarara, un diagnostic sur la gestion du service a été mené et a permis de faire des recommandations pour un accompagnement en phase 2 du projet. Des études de niveau avant-projet sommaire d'assainissement ont démarré dans les 2 localités.

En 2022, le projet prévoit la finalisation des études techniques à Bafarara, la passation des marchés et la réalisation des travaux d'optimisation de l'AEP. A Gouthioubé, les travaux auront lieu au 1^{er} trimestre 2022. Les mesures d'accompagnement seront menées en parallèle pour réorganiser la gestion du service, qui était peu professionnalisée à Gouthioubé et pour renouveler les instances de l'AUE et redynamiser la gestion à Bafarara. Des travaux d'équipement en latrines de l'école de Gouthioubé sont prévus.

SPIA YELIMANE -----

APPUI AU DEVELOPPEMENT D'UN SERVICE PUBLIC INTER-COLLECTIVITES DE L'ASSAINISSEMENT A YELIMANE

FICHE PROJET

Localités : 12 communes et un conseil de Cercle, Cercle de Yélimané, région de Kayes

Bénéficiaires : Elèves et habitants du Cercle de Yélimané

Durée : 3 ans (2019-2021)

Partenaires : Coopération Ville de Montreuil – Syndicat Inter-Collectivités Méraguémou - Yélimané (SICM)

Assistant technique : SEVES

Financement : Agence Française de Développement (AFD), Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP), SICM, Ville de Montreuil.

RESUME

Le Syndicat Inter Collectivités Méraguémou (SICM) de Yélimané, constitué des 12 communes et du conseil de Cercle du Cercle de Yélimané, et la Ville de Montreuil ont fait de l'assainissement un axe clé de leur coopération décentralisée. Le projet, pour lequel SEVES assure l'assistance technique, a pour objectif d'améliorer la situation de l'assainissement liquide dans le Cercle de Yélimané à travers l'amélioration de l'accès et de la gestion des sanitaires et de l'hygiène en milieu scolaire, la création d'un service technique d'assainissement inter-collectivités et la planification des investissements, et la réalisation d'une étude pour l'organisation et la mise en place de la filière d'assainissement liquide notamment dans les grands centres semi-urbains.

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

En 2021, le projet a permis la réalisation de mesures d'accompagnement dans les 87 écoles du Cercle pour l'appui à l'organisation de la gestion des latrines scolaires et la formation des enseignants. Il a permis la réalisation d'une planification eau, assainissement, déchets pour le Cercle à l'horizon 2030, élargie aux questions de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et l'appui aux agents du Syndicat pour la présentation à des partenaires techniques et financiers identifiés. Après un accompagnement des collectivités pour échanger sur la répartition des rôles de maîtrise d'ouvrage des services, celles-ci ont décidé de créer un service technique eau et assainissement au sein du SICM. Un agent a été recruté et outillé pour prendre ses fonctions, avec l'appui de SEVES. Une étude complémentaire sur la filière d'assainissement liquide dans les 2 centres semi-urbains de Yaguiné et Yélimané a été menée, elle vise l'élaboration d'une planification opérationnelle de gestion de la filière et se terminera début 2022.

PASPEA II – ANEHO
PROJET D'AMELIORATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU D'ANEHO II
FICHE PROJET

Localité : Communes des Lacs 1 et Lacs 4, Région Maritime, Togo

Bénéficiaires : 39 000 personnes

Durée : 5 ans (2017-2022)

Partenaires : Commune des Lacs 1, Société Togolaise des Eaux (TdE), Société de Patrimoine des Eaux et d'Assainissement en milieu Urbain (SP-EAU), Ministère de l'Eau, de l'Équipement Rural et de l'Hydraulique Villageoise (MEERHV)

Opérateurs : SEVES – ARWP

Budget – partenaires financiers : 1,5 million d'€ - SEDIF, AESN, TdE, SP-Eau, Commune des Lacs 1

RESUME

Dans le cadre d'un partenariat large entre la commune, les sociétés nationales de patrimoine et d'exploitation, SEVES et son partenaire ARWP, le projet vise à améliorer durablement le service public de l'eau de la ville d'Aného et des localités desservies par son réseau. Il comprend une amélioration de la desserte en eau potable avec le développement des branchements privés, des bornes fontaines appliquant le tarif social, et un plan d'amélioration des performances du réseau qui, après la sectorisation du réseau, la modélisation hydraulique et l'élaboration d'un schéma directeur simplifié, prévoit le remplacement de 30 km de canalisations en amiante ciment fuyardes par du PVC. La diminution substantielle des pertes est une condition préalable à la remise en pression du réseau, qui permettra de desservir les quartiers Nord de la ville connaissant une expansion urbaine rapide.



Photo 4 : Borne fontaine réhabilitée et déléguée à l'exploitant

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

En 2021, 15,8 km de réseau en amiante ciment ont été remplacés par des conduites en PVC. Une étude de faisabilité a été réalisée concernant les travaux d'interconnexion qui permettront de remettre en pression les villages et quartiers au nord d'Aného, les travaux interviendront en 2022. La commune et son exploitant de bornes fontaines ont été accompagnés pour le démarrage effectif de la délégation de gestion d'un parc de 10 bornes fontaines dont 7 ont été réhabilitées. Enfin, les blocs sanitaires du Collège Protestant (18 cabines de latrines et douches) ont été réhabilités.



Photo 5 : Séances de sensibilisation au Collège Protestant d'Aného

PASPEVO – VOGAN
PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES PUBLICS ESSENTIELS DE VOGAN
FICHE PROJET

Localité : Ville de Vogan, Commune de Vo 1, Région Maritime, Togo

Bénéficiaires : 25 000 personnes

Durée : 7 ans (2018-2024)

Partenaires : Commune de Vo 1, Société Togolaise des Eaux (TdE), Société de Patrimoine des Eaux et d'Assainissement en milieu Urbain (SP-EAU), Ministère de l'Eau, de l'Équipement Rural et de l'Hydraulique Villageoise (MEERHV), le Gret, Aquassistance

Opérateurs : SEVES – ARWP.

Budget – partenaires financiers : 620 k€ - SEDIF, AESN, SYCTOM, Ville de Paris, TdE, SP-Eau, Commune de Vo 1.

RESUME

Le projet, construit avec la Commune, consiste en une approche intégrée d'amélioration des services d'eau potable, d'assainissement liquide et de gestion des déchets solides. La phase 1 repose sur une démarche concertée d'élaboration d'un diagnostic et de trois schémas directeurs simplifiés (eau, assainissement, déchets solides). La phase 2 du PASPEVO (2021-2022) a pour objectif de mettre en œuvre les actions prioritaires des schémas directeurs d'eau potable, d'assainissement et de gestion des déchets.



Photo 6 : Mission des experts pour l'élaboration de l'EIES pour la construction des ouvrages de traitement à Vogan

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Concernant l'eau potable, l'année 2021 a été consacrée à la priorisation et aux études pour la réalisation d'extensions de réseau à Vogan et à la préparation de la mise en œuvre d'un modèle de gestion des bornes fontaines basé sur la mise en location d'emplacements commerciaux.

Le terrain qui accueillera la station de traitement des boues de vidange et la décharge contrôlée a été acquis et les études topographique, géotechnique, hydrogéologique et l'étude d'impact environnemental et social (EIES) ont été menées. Les études de dimensionnement des ouvrages ont également été lancées.

La commune a été renforcée dans son rôle de maître d'ouvrage des services d'assainissement et de gestion des déchets à travers l'élaboration d'une réglementation assainissement communale et la préparation de la délégation du service de gestion des déchets.

Les différentes filières d'assainissement liquides et les solutions techniques d'équipement des ménages adaptées aux enjeux locaux ont été définis. Les 2 opérateurs du sanimarché qui seront accompagnés par le projet ont été identifiés.



Photo 7 : Séance de formation des agents de la commune au suivi-monitoring du service de gestion des déchets, animée par le Gret

Photo 8 : Séance de formation des agents de la commune au suivi-monitoring du service de gestion des déchets, animée par le Gret

REAL – ANFOIN -----

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ACCES A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT DANS LA COMMUNE DES LACS 4
FICHE PROJET

Localité : Ville d'Anfoin, Commune des Lacs 4, Région Maritime, Togo

Bénéficiaires indirects : 33 500 personnes

Durée : 2 ans (2022-2023)

Partenaires : Commune des Lacs 4, Société Togolaise des Eaux (TdE), Société de Patrimoine des Eaux et d'Assainissement en milieu Urbain (SP-EAU), Ministère de l'Eau, de l'Équipement Rural et de l'Hydraulique Villageoise (MEERHV)

Opérateurs : SEVES – ARWP.

Budget – partenaires financiers : 158 k€ - SEDIF, AESN, TdE, SP-Eau, Commune des Lacs 4.

RESUME

Le projet a pour objectif d'accompagner la commune dans la planification du développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide sur son territoire. La phase 1 comprend l'élaboration concertée d'un diagnostic de la situation actuelle et de plans d'action pour le développement des services (eau potable, assainissement).



Photo 9 : Borne fontaine en mauvais état à Anfoin, commune des Lacs 4

PACK II -----**PROGRAMME D'ACTION CANTONAL EAU ET ASSAINISSEMENT DE KANEMBAKACHE II****FICHE PROJET**

Localité : 14 villages des communes de Issawane, Kanembakaché, Maireyrey et Tchaké, Département de Mayahi, Région de Maradi, Niger

Bénéficiaires : 22 000 personnes

Durée : 4 ans (2020-2023)

Partenaires : Association Intercommunal du Canton de Kanembakaché (AICK) regroupant les communes de Issawane, Kanembakaché, Maireyrey et Tchaké

Opérateurs : SEVES – Association SACEau (Maradi)

Budget – partenaires financiers : 2 millions € - SEDIF, AESN, délégataires, AICK, Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, ménages

RESUME

D'une durée de 4 ans (2020-2023), le projet a pour objectif d'améliorer les conditions d'accès universel et équitable à un service basique d'eau potable et l'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement dans les 4 communes du projet. Le volet eau potable comprend la réalisation de 3 AEP multi villages desservant 6 villages, la réalisation de 5 Mini-AEP simples, et l'optimisation et l'extension d'une mini-AEP. Concernant l'assainissement liquide, le projet prévoit une étude diagnostic et de faisabilité afin d'identifier des solutions de promotion de l'assainissement à domicile avec une approche de sanimarché (appui aux opérateurs de l'offre) et, en parallèle, 17 blocs sanitaires équipés de 32 latrines double fosses ventilées et 6 cabines de douches sont prévus dans 5 écoles et une case de santé des villages bénéficiaires des AEP multi villages.



Photo 10 : Puits de Dan Halbawa

Des mesures d'accompagnement sont mises en place pour organiser les créations de service et accompagner leur démarrage, appuyer l'AICK dans son rôle de maître d'ouvrage (délégation de service, gestion patrimoniale, cadre de concertation), accompagner le développement du Partenariat-Public-Privé via des concessions. Un travail sur l'assainissement est mené avec l'appui au marché de l'assainissement à Kanembakaché.

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Les diagnostics et des études techniques pour la création de 3 nouvelle AEP ont été menés ainsi que la réalisation des travaux concernant 3 autres AEP dont 1 mise en service en 2021.

La première phase du projet pilote du développement du marché de l'assainissement de Kanembakaché ville a été menée. Ce pilote se poursuit en 2022.



Photo 11 : Comité de pilotage de démarrage du projet

AEP BEGAMBIAN -----

PROJET D'ALIMENTATION EN EAU DU VILLAGE DE BEGAMBIAN
FICHE PROJET

Localité : Village de Begambian, région du Logone Oriental

Bénéficiaires : 7 650 personnes

Durée : 1 an et demi (2020-2021)

Opérateurs : SEVES – ADES – AGIR

Budget – partenaires financiers : 60,5 k€ - SEDIF, SIGEIF, exploitant, SEVES

RESUME

D'une durée d'un an et demi (2020-2021), le projet prévoit le redémarrage du service de Begambian, la solarisation du dispositif de pompage, le recrutement et la formation d'un exploitant pour le service. Cette expérience de redémarrage de service par un exploitant et de diminution des charges par la solarisation a vocation à être capitalisée et sera dupliquée sur d'autres sites dans les prochaines années.



Photo 12 : Redémarrage du service à la borne fontaine, Begambian

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

En 2021, le dispositif de pompage a été solarisé. L'exploitant, ayant redémarré le service, a été accompagné pour organiser le fonctionnement des bornes fontaines, améliorer les performances de gestion du service (recouvrement des recettes,

diminution des pertes d'eau, continuité des services). Des échanges avec des exploitants plus expérimentés ont été organisés. La sensibilisation de la population à la consommation d'eau s'est poursuivie durant l'année.

REAVIA Mandoul -----

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ACCES, DES ACTEURS ET DE LA VIABILITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU
FICHE PROJET

Localité : Commune de Bessada et villages de Kol, Ndila, Ngonbe, Doyou et Sewe, région du Mandoul

Bénéficiaires : 27 000 personnes

Durée : 2 ans et demi (2021-2024)

Opérateurs : SEVES – ADES – AGIR

Budget – partenaires financiers : 476 k€ - SEDIF, SIGEIF, AESN, exploitant

RESUME

Le projet prévoit d'accompagner un délégataire qui exploite 4 réseaux d'eau potable desservant 27 000 habitants, ainsi que l'ensemble des acteurs associés pour professionnaliser la gestion du service fourni et renforcer sa gouvernance. En termes de travaux, le renforcement des infrastructures de production du plus gros centre est prévu, ainsi que la solarisation des systèmes de pompage de l'ensemble des réseaux.

Ce projet, qui a démarré en décembre 2021, fait suite à une dizaine d'années d'expérimentation de délégation du service public à des délégataires dans la région du Mandoul.

GPES
PROGRAMME DE GESTION ET DE PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU AU BURUNDI
FICHE PROJET

Localité : Commune de Kirundo, Province de Kirundo et territoire national concernant les forages

Durée : 1 an (2020-2021)

Opérateurs : AVEDEC – SEVES

Partenaires institutionnels et financiers : l'Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles (BGR, Allemagne), Institut Géographique du Burundi (IGEBU), Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural (AHAMR), Commune de Kirundo.

Dans la continuité du Projet de réalisation de forages au Burundi et d'accès à l'eau potable dans la commune de Kirundo (2017-2018), dans le cadre du programme de Gestion et de Protection des Eaux Souterraines (GPES), et de la coopération entre l'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) et l'Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles (BGR, coopération bilatérale allemande), SEVES appuie l'ONG AVEDEC en tant qu'assistant technique pour la mise en œuvre de la seconde phase du projet (2020-2021) qui comprend une campagne de forages nationale, l'optimisation de réseaux et la professionnalisation du service public de l'eau dans la commune de Kirundo.



Photo 13 : Réunion de la tontine des fontainier.e.s de Kirundo



Photo 14 : Ouverture d'une nouvelle borne fontaine à Cewe

PRINCIPALES REALISATIONS EN 2021

Le projet a permis de :

- desservir au moins 3 000 nouveaux usagers avec plus de 7 km d'extensions de réseaux à partir de l'AEP de Cewe et la réalisation de 6 bornes fontaines, et de raccorder deux écoles à l'eau potable ;
- permettre de redémarrer le service d'au moins 6 000 personnes avec la réhabilitation du système de pompage de Kigozi ;
- d'optimiser le service d'au moins 2 000 personnes avec l'optimisation de l'AEP de Nyarunazi.

En parallèle des principaux travaux, des mesures d'accompagnement et d'outillage ont permis de valider une stratégie communale de tarif unique et de paiement au volume permettant d'équilibrer les charges des services gravitaires (sources) et de pompage en nappe (forages) ; de renforcer la régie communale de l'eau (RCE) de Kirundo avec l'informatisation de la gestion ; et d'intégrer les nouveaux points d'eau au système de gestion communal.

Les créations de forages d'exploitation et piézométriques à l'échelle nationale permettront d'une part de mobiliser une nouvelle ressource en eau pour certains systèmes, et d'autre part d'améliorer la connaissance des eaux souterraines au Burundi.

COLLECTIVITES TERRITORIALES
Au Burundi

Commune de Kirundo

Au Mali

Commune de Diakon

Commune de Gory

Commune de Guidimakan Kéri Kaffo

Commune de Guidimé

Commune de Kirané Kaniaga

Commune de Sahel

Commune de Tafaçirga

Via le Syndicat Inter Collectivités Méraguémou (SICM)

Commune de Diafounou Tambacara

Commune de Diongaga

Commune de Fanga

Commune de Konsiga

Commune de Krémis

Commune de Marrékaffo

Commune de Soumpou

Commune de Toya

Commune de Tringa Marena

Au Niger

Via l'Association Intercommunale du Canton de Kanembakaché (AICK)

Commune de Kanembakaché

Commune d'Issawane

Commune de Tchaké

Commune d'El Alhassan Mayreyrey

Au Togo

Commune des Lacs 1

Commune des Lacs 4

Commune de Vo 1

Au Tchad

Commune de Bessada

PARTENAIRES ASSOCIATIFS AU NORD

Aquassistance, GRET

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET SOCIETES NATIONALES

AHAMR (Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural)

DRHK (Direction Régionale de l'Hydraulique de Kayes, Mali)

Ministère de l'Energie et de l'Eau du Mali

Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Niger

Ministère de l'Hydraulique urbaine et rurale du Tchad

SP-EAU (Société de Patrimoine des Eaux et Assainissement en milieu Urbain, Togo)

TdE (Société Togolaise des Eaux, Togo)

PARTENAIRES LOCAUX OPERATEURS

ADES, N'Djamena, Tchad

AGIR, Moundou, Tchad

ARWP, Lomé, Togo

AVEDEC, Gitega, Burundi

GRDR Mali, Kayes, Mali

Groupe AGED-2AEP, Kayes, Mali

SACEau, Maradi, Niger

PARTENAIRES FINANCIERS

AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie)

AFD (Agence Française de Développement)

Aix Marseille Provence Métropole

ARMC (Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse)

Association des Jeunes de Troula en France

Association Intercommunale pour l'accès à l'eau à Fongou et Dar Salam

Association pour le développement de la commune de Sahel

Association pour le développement de Gouthioubé en France

Association pour le développement de Sabouciré

Association du Secteur Kanguessanou pour le Développement en France

BGR - Institut fédéral des géosciences et des ressources naturelles (Allemagne)

Métropole de Lyon

SEDIF (Syndicat des Eaux d'Île-de-France)

SIGEIF (Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France)

Société Eau du Grand Lyon

SYCTOM (Agence métropolitaine des déchets ménagers)

Ville de Montreuil

Ville de Paris

RESEAUX D'ACTEURS

Coalition Eau

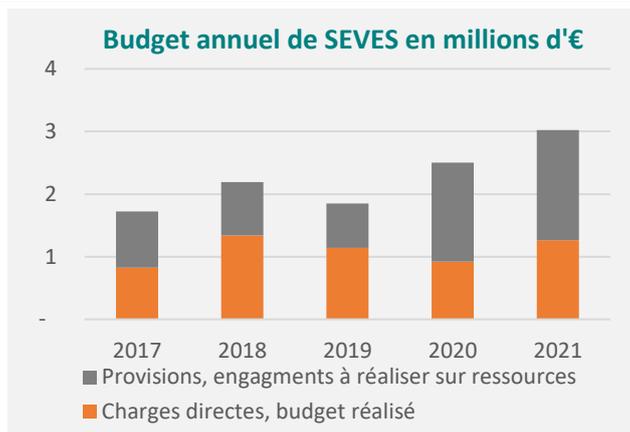
PFE (Partenariat Français pour l'Eau)

pSEau (programme Solidarité Eau)

Avec un budget de 3,024 millions d'euros et un **volume d'activité réel (charges) de 1,265 million d'euros**, le volume d'activité de SEVES est en augmentation de 37% en 2021. Plus de **90% du budget est affecté à des projets de terrain d'eau et d'assainissement**. Les **financement obtenus (2,067 millions d'euros)** proviennent essentiellement de 10 partenaires financiers, majoritairement du 1% solidaire de la loi Oudin-Santini (collectivités territoriales et agences de l'eau), ainsi que de l'Agence Française de Développement. Les frais de fonctionnement de l'association restent maîtrisés et le résultat de 2021 est **à l'équilibre avec un faible déficit de 1 677 €**.

BUDGET

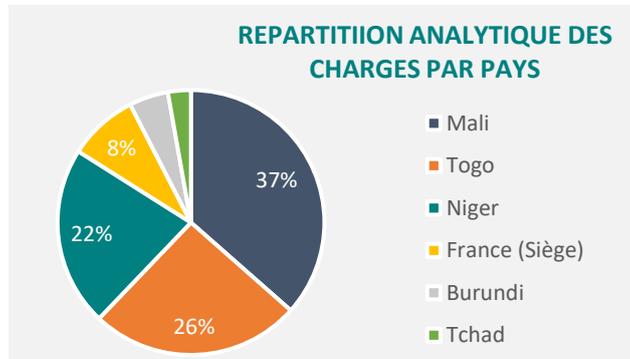
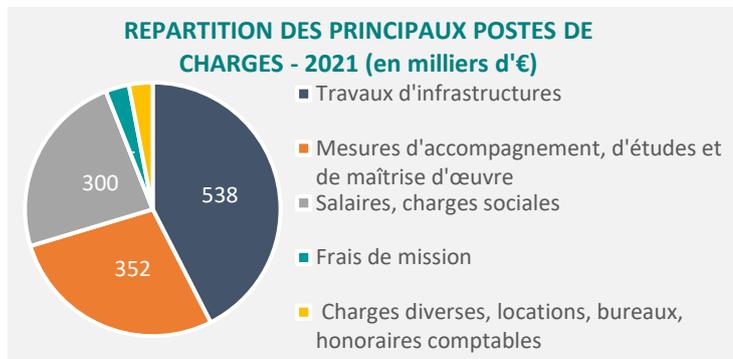
SEVES a connu en 2021 un volume d'activité (charges directes - en orange dans le graphique ci-contre) en augmentation (1 265 k€) par rapport aux années précédentes (921 k€ en 2020 et 1 142 k€ en 2019) notamment en raison de l'assouplissement des restrictions sanitaires et d'un effet de rattrapage par rapport à 2020, mais également compte tenu du volume important de nouvelles subventions obtenues en 2020 (1 991 k€).



CHARGES

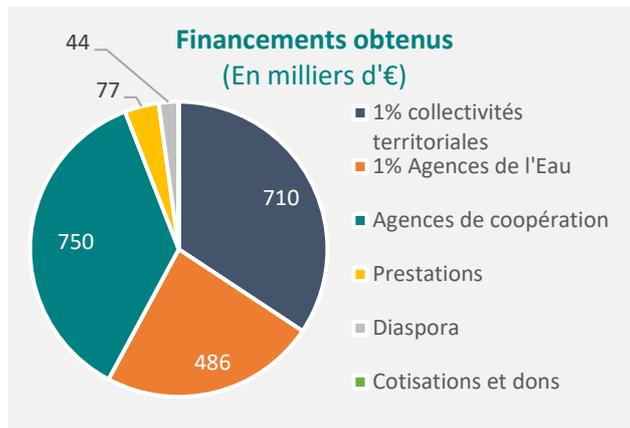
Les postes de travaux (43% du budget), d'études, de maîtrise d'œuvre et de mesures d'accompagnement au niveau local (28%) restent prépondérants. La masse salariale (24% du budget) a augmenté de 53% en lien avec l'augmentation des missions d'assistance technique et d'expertise, et en préparation du démarrage de nouveaux projets.

Le Mali (37%), le Togo (26%) et le Niger (22%) représentent la grande majorité de l'activité de SEVES, les activités dédiées au Burundi, au Tchad et à la France représentent quant à elles 15% du budget.



FINANCEMENTS

Les financements obtenus en 2021 s'inscrivent dans la continuité de 2022 avec 2,067 millions d'euros auprès de 10 partenaires financiers. Ils sont répartis entre l'AFD (36%), les collectivités territoriales (34%), les agences de l'eau (23%), les prestations de services (4%), et les associations de la diaspora malienne pour les projets dans leur territoire d'origine.



En conformité avec les spécificités des territoires et des priorités définies par les parties prenantes, SEVES s'engage auprès des acteurs locaux accompagnés pour contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies et en particulier de l'ODD 6 : « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». En raison de l'interdépendance des ODD et du caractère essentiel de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, SEVES tend à contribuer à l'atteinte des 17 ODD directement ou indirectement par les impacts des projets et des services accompagnés.

LES ODD AU CŒUR DE LA STRATEGIE ASSOCIATIVE

 <p>1 PAS DE PAUVRETÉ</p>	Contribuer à la réduction de la pauvreté par des services accessibles à un coût abordable, et du temps gagné pour les ménages	 <p>9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE</p>	Contribuer au renforcement et à l'optimisation des infrastructures nécessaires à la fourniture des services de base
 <p>2 FAIM «ZÉRO»</p>	Contribuer à la sécurité alimentaire en revalorisant les déchets solides et liquides pour l'agriculture	 <p>10 INÉGALITÉS RÉDUITES</p>	Réduire les inégalités géographiques, sociales et économiques d'accès aux services et ne laisser personne de côté
 <p>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p>	Promouvoir l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et une hygiène adaptée, au cœur de la santé	 <p>11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p>	Planifier les services de base en lien avec la croissance urbaine, inclure les acteurs dans la planification, le suivi et le développement des services
 <p>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</p>	L'eau et l'assainissement en milieu scolaire pour des conditions dignes d'éducation, et avec un impact essentiel en matière de scolarisation des filles	 <p>12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p>	Réduire les déchets à la source, limiter les pertes d'eau potable dans les réseaux, revaloriser les déchets
 <p>5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</p>	Limiter la durée et la pénibilité de la corvée d'eau pour les femmes, renforcer la position des femmes dans la gouvernance et la gestion des services	 <p>13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p>	Intégrer l'enjeu du changement climatique dans la planification technique et sociale des services d'eau et d'assainissement
 <p>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p>	Au cœur du projet de SEVES, promouvoir un accès universel et équitable à l'eau potable et à l'assainissement, à un coût abordable	 <p>14 VIE AQUATIQUE</p>	Limiter les déchets liquides et solides rejetés sans traitement préalable dans le milieu aquatique
 <p>7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE</p>	Promouvoir les énergies renouvelables en particulier l'énergie solaire pour le pompage de l'eau souterraine	 <p>15 VIE TERRESTRE</p>	Participer à la reforestation en lien avec le traitement des boues de vidange, la lutte contre l'érosion, et la protection des ouvrages
 <p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p>	Promouvoir l'activité économique avec des services professionnalisés générateurs d'emplois	 <p>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</p>	Renforcer la transparence, notamment financière, et la régulation des services d'eau et d'assainissement ; prévenir les conflits à travers un partage équitable des ressources
 <p>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p>	Renforcer le plaidoyer pour l'atteinte des ODD via des réseaux d'acteurs pour peser sur les politiques publiques et les acteurs		

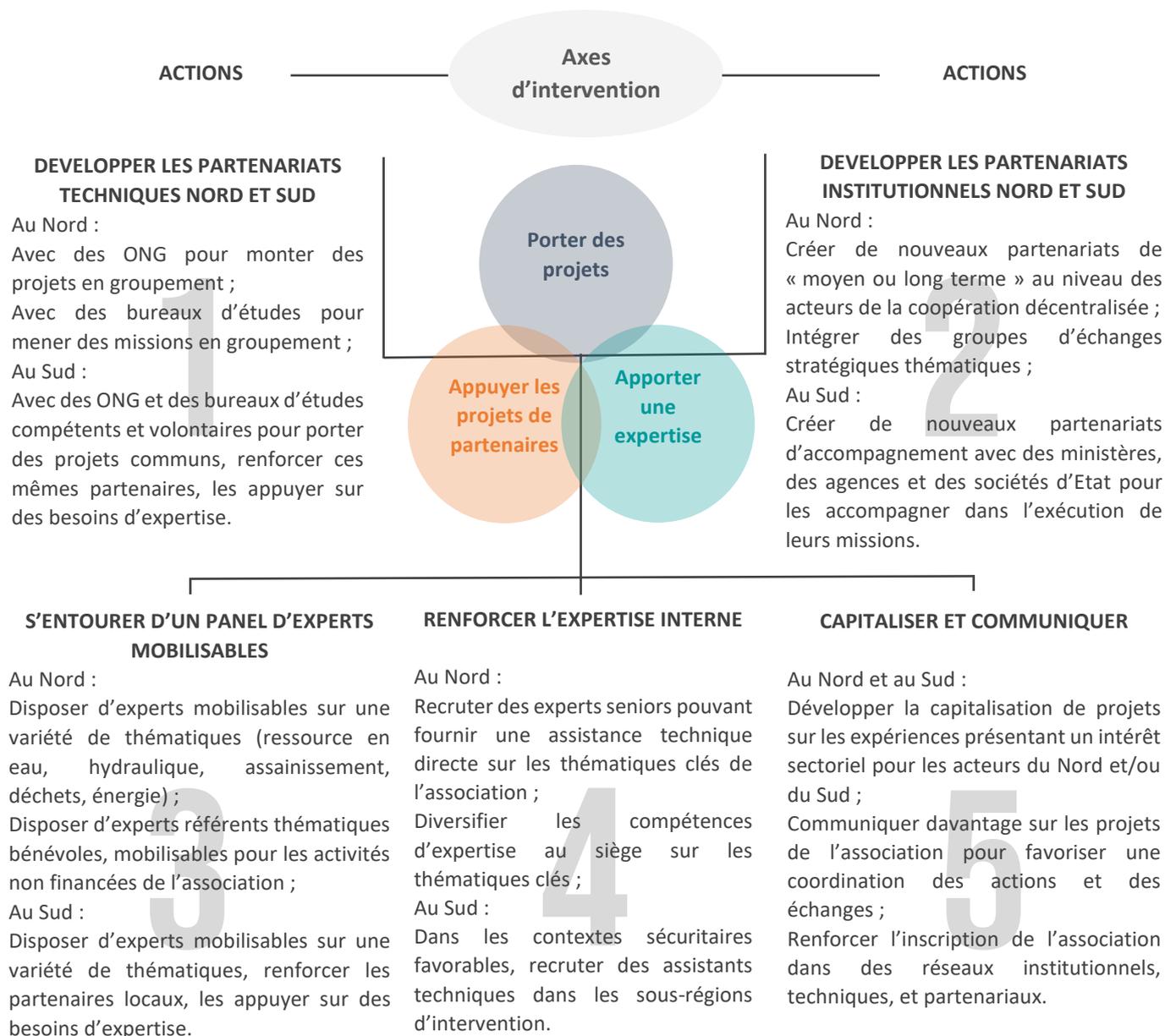
Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie 2021-2025, SEVES développe des thématiques historiques tandis que de nouvelles thématiques et méthodologies sont à l'étude et/ou en cours d'expérimentation. Le tableau ci-dessous synthétise la mise en œuvre des thématiques clés de l'ONG.

		Pays												
		TOGO	TOGO	TOGO	MALI	MALI	MALI	MALI	MALI	NIGER	TCHAD	TCHAD	BURUNDI	
		Projet												
		PASPEA II	PASPEVO	REAL	SPIA	KAYEDIA	SPECTR	PRO2EAU	ACC&Eau	PACK II	REAVIA	AEP Begambian	GPES	
		GIRE												
EQUIPEMENTS PUBLICS	EHA dans les marchés, les gares				P									
	EHA dans les équipements de santé					E								
	EHA dans les établissements scolaires	M			M	E				E	P		M	
DECHETS SOLIDES	Délégation de service public		E											
	Maîtrise d'ouvrage communale		M											
	Traitement		E											
	Tri et revalorisation		E											
	Transport		E											
	Précollecte		E											
	Planification				P									
ASSAINISSEMENT LIQUIDE	Promotion de comportements adaptés		E		P				P		P			
	Renforcement des exploitants		E		P									
	Intercommunalité				M									
	Maîtrise d'ouvrage communale	M	M		M									
	Equipement établissements scolaires	M	E											
	Revalorisation		E											
	Traitement des boues de vidange		E		P									
	Services de vidange		E		P									
	Marketing de l'assainissement		E		P	P				M	P			
	Planification				P	M						P		
Diagnostic				P	M						P			
SERVICE PUBLIC DE L'EAU	Financement en partenariat public privé	M	M									P		
	Gestion patrimoniale	M	M		P	E	E	E		E				
	Amélioration des performances	M	M	P	P	E					P	M	M	
	Renforcement des exploitants	M	M		P					P	P		M	
	Participation citoyenne	M	M		P	M				P	P		M	
	Délégation de service public	M	E		P	P	M			P	P			
	Suivi technique et financier (STEFI)				M	M	M	M	P	M	P	M		
	Intercommunalité				M						M			
	Maîtrise d'ouvrage communale	M	M		M					M	M	P	M	
	Promotion des branchements privés	M	M			E	M	M						
	Optimisation AEP	M	M	P	P	E				M	P	M	M	
	Création AEP				P		M		E	M	P			
	Pompage solaire				P	E	M	M			M	P	M	
	Mobilisation de la ressource en eau				P	M		M	M	E	P			
	Planification			E	M									
Diagnostic			E											

LEGENDE :

- P : Programmé
- E : Etudes en cours
- M : Mise en œuvre

La stratégie de renforcement interne et externe de SEVES 2021-2025 est résumée dans le schéma ci-dessous. Le présent rapport d'activités présente l'état des lieux de la mise en œuvre de cette stratégie en 2021, qu'il s'agisse des partenariats, des expertises, des actions de capitalisation et de communication.



CONTACT

SEVES



Espace Greenspace
28, rue du Chemin Vert
75 011 PARIS



+ 33 (0) 7 70 72 53 40



contact@asso-seves.org



<http://www.asso-seves.org/>

